

Un nouveau souffle pour l'Europe sociale, l'innovation et l'entrepreneuriat social ?

[Notes de Jacques Dughéra, chargé de développement au RTES]

Dans son discours introductif, Laszlo Andor, commissaire pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion rappelle que la stratégie européenne 2020 retient l'objectif de sortir 20 millions de gens de la pauvreté et celui de 40 % des jeunes diplômés en 2020. **L'innovation sociale est dès lors une priorité pour la Commission afin de renforcer la relance économique qui démarre timidement.**

La commission a déjà affecté 20 millions d'euros à 45 projets pour trouver des solutions innovatrices, **en préalable d'EASI, nouveau programme pour l'emploi et la politique sociale.** La Commission européenne compte beaucoup sur les entreprises sociales pour les actions en faveur des personnes marginalisées et renforcer les communautés locales. Elle demande des partenariats novateurs entre toutes les parties, suite à la réussite de la conférence de Strasbourg consacrée à l'entrepreneuriat social. Le fonds social européen accompagne ces évolutions en s'attaquant à l'exclusion numérique, notamment en Italie et en Bulgarie, en intervenant à Bologne et Rome, en facilitant la micro finance et en promouvant l'épargne parmi les gens qui ont peu de revenu, comme en France ou en développant le projet du centre basque pour l'innovation sociale (DENNOKIN). Entre 2014 et 2020, le fonds social européen s'aligne sur ces priorités, 20% étant affectés à l'inclusion sociale. Un premier appel d'offres du programme EASI est lancé le jour de la conférence: 9,2 millions d'euros sont affectés aux services sociaux, avec une attention particulière pour des approches de guichet unique et faciliter l'accès aux financements pour les entreprises sociales.

La Commission européenne appelle les autorités publiques des Etats membres à participer, plus que par le passé, à ces initiatives pour promouvoir leur durabilité. Il leur revient d'en mesurer les résultats, de soutenir les entrepreneurs sociaux dans l'émergence de solutions innovatrices, d'investir dans le transfert de compétences. Ultérieurement, la Commission européenne souhaite davantage tenir compte de l'innovation sociale dans les semestres européens¹ et voir monter la préoccupation de l'innovation sociale dans les Programme Nationaux de Réforme.

Une plus grande place pour le social en Europe, à la discrétion de la Commission ?

Dans son exposé liminaire, Franz VANDENBROUCKE, Professeur à l'université de LOUVAIN, a tenté de rapprocher investissement social et politique d'innovation sociale en créant le concept « d'Union européenne sociale ». L'Union européenne est, selon lui, un projet politique qui concerne aussi la dimension sociale. Mais l'opinion publique a fini par se lasser de la notion d'Europe sociale, du fait des difficultés économiques actuelles et des évolutions sociales. Il ne faut pourtant pas nier tout ce qui a été obtenu jusqu'à présent, comme la portabilité des droits de Sécurité sociale ou la mobilité des personnes. Mais il faut sûrement de nouvelles idées pour de nouveaux défis....On ne parle pas d'ETAT PROVIDENCE européen. Une « union européenne sociale » doit soutenir les ETATS membres

¹ Chaque année la commission et le conseil examinent les programmes nationaux de réforme et procèdent à de recommandations pour les 12 à 18 mois à venir. Le semestre européen commence au début de l'année lorsque la Commission européenne adopte son étude générale. En Mars, le Conseil décide des orientations politiques pour le semestre suivant.

au niveau systémique tout en laissant à ces Etats le choix des moyens, au nom de la subsidiarité. Il faut ainsi revenir sur un dogme : à long terme, on ne peut pas avoir une UNION MONETAIRE florissante sans être d'accord sur quelques problèmes sociaux de base. L'investissement social est ainsi une ambition commune conduisant à plus de cohésion. « Pourquoi avons nous besoin d'investissement social? », ajoute le professeur Vandenbroucke. « Parce que les chiffres sont là pour nous alerter. Ainsi, la pauvreté infantine en Roumanie est un risque important depuis 2007 ; la pauvreté a augmenté de manière importante en Lettonie, Espagne et Grèce ; l'hétérogénéité est très forte dans l'Eurozone et les 28 Etats membres ; des divergences se construisent avec le temps, quelque soit la conjoncture. L'Union européenne a, pourtant, pour objectif la convergence et non la divergence. Il faut redresser le cap, guider les différents Etats membres, les contraindre de manière à plus de convergence. C'est un bon indicateur de l'évolution... et d'autres problèmes à venir (comme le décrochage scolaire, l'emploi des mères isolées, l'asymétrie au niveau des retraites). Les résultats de l'enquête PISA doivent nous inciter à régler la convergence entre Etats membres. Et pas uniquement dénoncer Espagne, Italie, Grèce, Bulgarie, Roumanie. »

Pour l'universitaire, l'investissement social dont il est question doit viser essentiellement à accroître le capital humain, les retraites qui doivent être plus flexibles et plus tardives, l'immigration et un soutien relatif à un niveau revenu minimum, au niveau des familles. La marche politique dont l'Union européenne a besoin, c'est que les Etats membres poursuivent, au même moment, exercice budgétaire rigoureux et investissement social. Il s'agit de surmonter le « trilemme » (concilier croissance de l'emploi, égalité salariale, restriction budgétaire) dans une société post industrielle. L'investissement social arrive à surmonter ce « trilemme », plus d'emploi sans TROP dépenser, avec un investissement social dans le capital humain.

Quatre thématiques à traiter dans deux tables rondes

La première table ronde réunit, à coté de LIEVE FRANSEN, en charge de la politique sociale Europe 2020, plusieurs intervenants dont les propos ne se distingueront pas du cadre tracé.

- La Commission européenne réclame une plus grande place dans la définition des politiques sociales. Ainsi, le comité de la protection sociale a certes fonctionné mais en déséquilibre avec des dimensions macro économique et macro sociale qui divergent, ce qui porte atteinte à la crédibilité de l'Union.

- La stratégie 2020 est une bonne stratégie mais elle ne donne pas d'indications sur les politiques sociales au niveau des Etats membres.

- la politique de réforme dans le social (paquet dit de l'investissement social)² doit s'appuyer sur l'innovation sociale et les partenariats de connaissance.

- la politique d'innovation sociale doit s'appuyer sur le Fonds social européen

- les partenariats sont essentiels dans cette politique d'innovation sociale

² Les « investissements sociaux » consistent à investir dans les personnes en adoptant des mesures pour renforcer leurs compétences et leurs capacités et leur permettre de participer pleinement au monde du travail et à la société. Les domaines prioritaires sont l'éducation, des services de garde d'enfant de qualité, les soins de santé, la formation, l'aide à la recherche d'emploi et la réinsertion.

- une politique de recherche développement doit accompagner ces réformes (mesurer les améliorations)

Le ministre chypriote en charge de la protection sociale illustre la méthode de l'investissement social. Face à une situation de recul économique important, le Gouvernement devait procéder à une réforme importante de système de sécurité sociale tout en garantissant un revenu minimal. Il a lancé une réforme globale et adopté une approche holistique pour réaliser les objectifs budgétaires et sociaux. A Chypre, on sera en phase de mise en oeuvre en juillet. Il faudra alors une nouvelle législation, au niveau du système de protection sociale ; la prestation plus spécifique pour certains groupes vulnérables est une prestation nouvelle introduite de manière progressive il ne faut pas instaurer de nouveaux services mais changer la culture. Il faudra une approche personnalisée. Chypre est couverte par le programme PROGRESS. « Il faut tenter d'obtenir les résultats sociaux en dépit de ces contraintes budgétaires », ajoutera la ministre.

Le Maire de la HAYE (Pays bas), viendra compléter ce propos en tant Président de la commission économique du réseau Eurocities. La mise en oeuvre du « paquet investissement social » est le fait des Etats membres, dont les collectivités territoriales. Toutefois l'UE s'engage sur cet agenda et cela est important pour les Etats de le savoir.

Les Etats membres ont un problème social énorme : taux de chômage chez les jeunes (A la Haye, 44 000 personnes sont sans emploi, 5 000 ont moins de 27 ans) et augmentation du fossé entre riches et pauvres dans un contexte de vieillissement des populations. A coté de ce problème, les Etats membres sont forcés par les règlements européens de restreindre leur budget. Le comité des régions a recommandé la prévention, l'investissement dans l'éducation et la mise en oeuvre du revenu minimum (recommandation de 1972). Il serait intéressant de pouvoir bénéficier du FSE combiné avec le FEDER.

Le point de vue du représentant de l'ONG « Social plateforme » Conny REUTER est un peu dissonant sur la flex sécurité et le revenu minimum, salaire minimum en Europe, pour garder les gens hors de la pauvreté. Le revenu minimum n'est pas une charité mais est une approche économique. Il faut veiller à ne pas parler que d'innovation, selon Reuter. il faut des actions permanentes, un Investissement dans l'éducation, les services sociaux, la formation à court terme. Il faut des dépenses importantes, avoir un bon retour social et maintenir une bonne cohésion sociale en Europe. Et se méfier d'un agenda caché, en faire plus avec moins. La culture de l'innovation n'est pas habituelle dans les Etats et les services sociaux. Il faut plus aussi PLUS d'Europe dans les autres champs.

Dans la deuxième table ronde et en conclusion, Thomas Dominique, Président du comité de protection sociale (CPS) estime, pour sa part, que la stratégie de l'Europe 2020 requiert de l'innovation sur tous les fronts. Ce potentiel est sous utilisé et manque de preuves solides sur ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas. Mettre en oeuvre des politiques d'innovation commune en faisant des analyses des causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale est une obligation. Le semestre européen identifie les sujets où l'on doit améliorer. Le besoin de soutiens financiers est réel ; l'aide financière de la Commission européenne à travers les fonds européens structurels est là pour cela. C'est une stratégie pour avoir de meilleurs résultats avec moins d'argent. Des exemples sont cités comme le revenu national en Italie, Chypre et Grèce (subvention remplacée par un supplément pour le coût de vie avec des techniques d'évaluation de l'impact social). L'Italie met en place une série de

mesures actives pour augmenter l'efficacité des services sociaux aux personnes sans revenus suffisant : programme expérimental, soutien monétaire, activation gérée localement (idem en Grèce)

Michel Servoz, Directeur général de la direction générale emploi, affaires sociales et inclusion s'inquiète de l'abstention à venir aux prochaines élections européennes (nous sommes à 5 jours des élections) et de l'eurosepticisme. Il **estime que l'avenir européen commence maintenant, avec de nouvelles mesures de mise en œuvre pour réaliser le bien être des citoyens à travers le paquet d'investissement social, des partenariats du concret et des innovations sociales basées sur les preuves (vérifier la durabilité des prestations de services, et cela ne se limite pas à garantir le même service pour moins d'argent). Il faut moderniser les politiques sociales très traditionnelles, concevoir de nouvelles approches.**

L'investissement social et l'innovation sociale sont deux approches de l'Europe 2020. Mieux cibler les politiques sociales et les rendre plus efficaces est un élément clé. Il ne s'agit pas uniquement d'austérité budgétaire mais il s'agit aussi de faire en sorte que les politiques publiques rendent un meilleur service. La Direction générale est là aussi pour donner de bons conseils aux Etats membres sur les politiques sociales. Il conclut par ce que nombre d'intervenants auront répété avant lui dans ces deux jours : le FSE est un outil pour développer l'innovation sociale.

Et quatre sessions de présentation de cas pratiques et de politiques exemplaires

4 sessions de présentation d'exemples autour de l'inclusion de la jeunesse, de la finance inclusive, de l'inclusion de la petite enfance et des politiques d'innovation sociale se sont déroulées durant ces deux jours.

Les bienfaits de l'innovation sociale dans la lutte contre l'exclusion et de l'investissement social pour faciliter de nouvelles politiques sociales ont, par exemple, été traités dans la dernière session.

Seront successivement mis en évidence l'association suédoise FAMAN, Forum, organisation de volontaires (services, partenariats locaux avec la société civile), tous fournisseurs de services à but non lucratif ayant des pratiques comparables et des méthodologies identiques. Les services sociaux initiés par la société civile sont le moteur du changement. La création de ces espaces permet d'entraîner l'innovation sociale. Logique différente entre différents modèles existant

Ces initiatives, faisant le constat que les systèmes de providence sociale sont en cours de changement, que la période est complexe et demande des solutions complètes, avec la mobilisation de tous les acteurs, agissent toutes

- Dans le cadre d'un partenariat pour l'innovation au niveau local
- En définissant des besoins à l'écoute des patients
- Avec la perspective de changer les politiques publiques, notamment en organisant des consultations pour établir des documents politiques. C'est une autre façon de travailler en captant les connaissances pour créer une culture favorable du changement.

Les experts de la Commission européenne se demandent comment interpréter les résultats, mesurer les évolutions et améliorations. Les anciens modes ne sont pas toujours les bons, il faut faire une cartographie pour voir comment cela marche. Il faut reconnaître les foyers à but non

lucratif. Mais Il faut aussi des soutiens financiers pour développer ces entreprises sociales. Or, peu d'Etat membres ont mis en place un plan complet d'entrepreneuriat social.

D'autres exemples sont mis en exergue. La plupart renvoient à des entreprises sociales qui apparaissent comme LA réponse pour sauver la stratégie Europe2020... Ces entreprises sont en effet majoritairement actives dans des secteurs sociaux. Des données sont ainsi apportées pour 5 pays (la France n'est pas citée). Dans tous les pays, les Entreprises sociales mettent en oeuvre plus d'innovations radicales que les entreprises classiques et les services publics.

Exemples :

- Fonctionnement très collaboratif (Hongrie, Roumanie, Espagne, Royaume uni...).
- financements hybrides, de masse et de société sur une échelle large et intéressante, en pauvreté, en matière de santé et de bien être.
- Le mécanisme est de combler les manques constatés, via un fonds d'entreprises sociales, 5 à 19 jours de coaching suffisent pour que l'entreprise sociale se mette en mouvement, cherche l'expertise dans la société (fonds d'assurance va assurer, coach n'est payé qu'au moment de la réussite). Les autorités publiques peuvent investir dans ce fonds d'assurance. Effet multiplicateur du système
- l'usine d'innovation sociale dans une stratégie régionale en Flandres ; il a fallu un an de négociation, pour créer un organisme non lucratif de 12 millions d'euros de chiffre d'affaires, comportant 6 salariés, organisation mixte, ayant une approche très variée sur des objectifs clairs.(5000 personnes touchées chaque année , initiatives stimulées...)

La Fondation du Roi Baudouin apportera, en fin de session, une touche propre au rôle des fondations dans le domaine de l'innovation sociale. La fondation du Roi Baudouin travaille à trois niveaux, paysage (situation générale), régime (législation), et les poches d'innovation (arène de la transition). Il faut s'assurer que le paysage permet l'innovation et veiller à ce que le régime soutienne l'innovation. Les fondations européennes investissent beaucoup d'argent philanthropique dans l'innovation.

Après les services sociaux à but non lucratif issus de la société civile, les entreprises sociales et les fondations ce sera alors à la finance solidaire de se mettre en valeur. James VACCARO donnera le point de vue de la Triodos Bank, banque sociale créée dans les années 90, finançant les entreprises sociales. Triodos travaille dans 6 pays. Elle s'attaque aux difficultés de logement en permettant la rénovation ou restauration de logements délabrés et en utilisant les compétences des sortants de prisons et des partenariats avec des firmes de construction. Son travail est de trouver des Solutions de financement qui font sens et redonnent de l'espérance aux exclus du monde bancaire qui ne sont ni sans motivation ni sans qualité

Deux jours intenses où on aura allègrement parler d'exclusion, de cohésion, d'investissement social, d'entrepreneuriat social, le tout au profit de l'innovation sociale et de la réforme des politiques sociales à un moment difficile³. Une étape en tout cas importante pour la stratégie Europe 2020.

³Article publié dans localtis le 2 avril 2014 « la politique de cohésion guettée par le discrédit »